

Le logement

Et le ministre responsable du logement? Une délégation de Canadiens de classe moyenne dans une situation critique est venue à Ottawa le rencontrer. Après s'être entouré de la brigade anti-émeute de la GRC de peur d'être maltraité, il a rencontré ces gens pour leur dire qu'il fallait faire quelque chose. Ces personnes sont sur le point de perdre leur maison et leur chemise. Il se contente de leur répondre qu'il faut faire quelque chose, qu'il va faire quelque chose. Réponse digne de Churchill. En fonction depuis un an et demi, après avoir défait un gouvernement qui tentait d'intervenir, il leur dit qu'il faut et qu'il va faire quelque chose. Ce «quelque chose», c'est ce lamentable projet de loi dont la Chambre est saisie. Que va faire le gouvernement? Durant le dernier semestre de 1981 et le premier semestre de 1982, 920,000 propriétaires de maisons auront renouvelé ou devront renouveler leur hypothèque; la plupart d'entre eux sont ou seront en difficulté. Le gouvernement débloque 38 millions de dollars pour aider ces 920,000 personnes. Il y aura peut-être 12,000 propriétaires qui recevront de l'aide. Que faire pour obtenir de l'aide? Le gouvernement aidera ceux qui consacrent plus de 30 p. 100 de leurs revenus aux paiements hypothécaires. Les propriétaires qui ont déjà investi de l'argent dans leur maison recevront un autre prêt qui viendra s'ajouter aux autres; ils devront par conséquent payer encore plus d'intérêts. Ce prêt est censé les aider, mais il faut rembourser un jour. Par contre, les propriétaires qui n'en sortent pas et qui consacrent plus de 30 p. 100 de leurs revenus aux paiements hypothécaires recevront une subvention de \$3,000 pour les aider à payer les frais supplémentaires. Voilà le fameux programme auquel le ministre faisait allusion en déclarant qu'il fallait faire quelque chose et qu'il ferait quelque chose. Si c'est tout ce qu'il a à nous offrir, il a couvert le gouvernement et le pays de honte.

Le gouvernement débloque par ailleurs 112 millions de dollars pour favoriser la construction de 15,000 logements locatifs. Le ministre n'a rien fait pour les locataires. Il n'est pas question d'allocation de logement dans le bill. Monsieur l'Orateur, lorsque nous avons proposé notre projet à la Chambre à l'automne de 1979, les libéraux et les néo-démocrates l'ont rejeté. Cela ne valait rien à leur avis, il fallait plutôt une allocation de logement pour venir en aide au propriétaire et au locataire à faible revenu. Où est donc cette allocation de logement? Voilà maintenant deux ans que les libéraux sont au pouvoir. Ils ont augmenté les impôts de bien des milliards de dollars, de 54 p. 100 rien qu'en impôts indirects. Ils prévoient une augmentation des recettes de 31 p. 100 cette année par rapport à l'année dernière. Où est donc l'allocation de logement pour les locataires? On ne trouve rien pour les locataires et les propriétaires, rien pour personne, dans ce projet de loi dont le débat va être interrompu à la demande du ministre. Il a l'effronterie, le culot, de se présenter à la Chambre pour dire qu'il nous faut hâter l'étude de cette pitoyable mesure qui représente le mieux qu'il puisse faire pour des Canadiens comme M^{me} Judith Murphy et d'autres qui sont en train de perdre leur maison cette semaine à Terre-Neuve. C'est le mieux qu'il puisse faire pour eux. Et notre hypocrite ministre des Finances leur déclare que ses enquêtes démontrent qu'ils peuvent payer ces frais accrus, ces taux d'intérêt qui ont doublé. C'est là une hypocrisie dégoûtante, et les Canadiens ne vont pas l'oublier de sitôt. Ils ne vont pas oublier les néo-démocrates qui ont permis aux libéraux de reprendre le pouvoir et d'infliger ces torts aux Canadiens, ceux-là mêmes qui ont

rejeté le programme que nous avons proposé pour venir en aide aux Canadiens. En quoi consistait donc ce programme? C'était un programme de déduction des intérêts hypothécaires et des taxes foncières. Cela représentait un important effort pour venir en aide aux Canadiens. Il aurait, en 1982, fait entrer 2,800 millions de dollars dans les poches des propriétaires canadiens, qu'ils soient détenteurs ou non d'une hypothèque. Une partie du programme concernait les intérêts hypothécaires, une autre les taxes foncières. Voilà quel en aurait été le résultat si la mesure avait été adoptée, si les néo-démocrates et les libéraux ne nous en avaient pas empêchés dans leur violent désir de reprendre le pouvoir. Bien qu'ils aient exercé le pouvoir durant la plus grande partie du siècle, ils n'ont pu supporter en être privés pendant plus de sept mois.

• (1620)

Le gouvernement aurait pu oublier cela. Il aurait dû travailler dans l'intérêt de la population, il n'aurait pas dû bloquer ce projet de loi qui aurait fourni 2.8 milliards. Les propriétaires de maisons qui versent \$5,000 par année en intérêts hypothécaires auraient touché l'aide maximale de \$1,250, plus \$250 d'allègement au titre des impôts fonciers. Voilà le maximum qu'ils auraient touché dans le cadre de ce programme qui aurait été appliqué sur quatre ans. Ils auraient reçu un quart des montants prévus en 1979, la moitié en 1980, les trois quarts en 1981 et le montant du programme complet cette année, en 1982. Je pense que le coût total en était de 2,850 millions de dollars.

Voilà ce que nous avons offert, ce que nous voulions présenter à la population. En quoi cela aurait-il aidé les propriétaires de maisons dans leurs échéances hypothécaires? Le montant moyen d'aide prévue par notre programme pour les ménages propriétaires cette année aurait été de \$590 par famille. Voici ce que je dis à mesdames et messieurs les Canadiens qui nous suivent en ce moment que cela les aurait aidés à faire face à l'augmentation de vos intérêts. Cela les aurait aidés considérablement, et ils n'auraient pas des taux d'intérêt ruineux comme aujourd'hui parce que les taux d'intérêt auraient été beaucoup moins élevés si l'on ne nous avait pas barré la route, si nos politiques avaient été appliquées ces deux dernières années, si les sables bitumineux avaient marché. Nous n'entendrions pas ces slogans antiaméricains et anti-secteur privé. Il n'y aurait pas cette action systématique du gouvernement contre le dollar canadien, qui laisse le gouvernement sans autre moyen de défendre le dollar que des taux d'intérêt exorbitants qui vous prennent à la gorge. Non, si on nous avait laissé faire, les propriétaires de maison au Canada auraient été aidés énormément.

Je passe à d'autres détails de ce programme que nous avons présenté à la Chambre en décembre 1979. Il allait être appliqué parce que nous avons du bon sens budgétaire. Il allait être appliqué progressivement sur quatre ans, l'aide maximale devant être accordée dans l'année financière 1980. Il aurait fourni 2.8 milliards. Cette année les propriétaires auraient également reçu un milliard de plus au titre du crédit d'impôt énergétique, même s'ils ne paient pas d'impôt sur le revenu. Vous qui de chez vous suivez ce qui se passe ici à la Chambre, vous auriez reçu un milliard de plus, ce qui ferait en tout 3.8 milliards, pour vous aider à payer les augmentations du prix de l'énergie. Chaque famille de quatre personnes aurait reçu